



Assemblée générale

Distr. générale
25 février 2016

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Trente et unième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par le Global Network For Rights And Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[15 février 2016]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue(s) par l'/les organisation(s) non gouvernementale(s), sans avoir été revu par les services d'édition.



Humanitarian aid to Yemen-A people hostage Aide Humanitaire au Yémen- Un peuple en otage

Global Network For Rights And Development est indigné, consterné par la gravité de la situation dans laquelle est plongée la population civile Yéménite qui a le sentiment d'être abandonnée par la communauté internationale. Le peuple Yéménite vit une crise humanitaire sans précédent, victime d'un conflit qui s'est internationalisé dont le règlement est, hélas, loin de se dessiner.

Avant l'escalade du conflit, le Yémen était déjà considéré comme le pays le plus pauvre du monde arabe. Près de 50 % de sa population vivait sous le seuil de pauvreté et le pays enregistrait l'un des taux de malnutrition les plus élevés au monde. **Le conflit actuel n'a fait qu'exacerber une crise humanitaire préexistante** et plus de 82 % de la population a désormais besoin d'aide.

Mais face à l'urgence qu'exige cette situation humanitaire qui se dégrade de jour en jour, de semaine en semaine quelle est l'action et la réaction de la communauté internationale ? Aucune pour le moment, si ce n'est l'enlèvement d'un conflit et la non-assistance d'un peuple en danger.

Selon les données les plus récentes, **plus de 21,2 millions** de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. **Plus de 2,5 millions** de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. **14,4 millions** de personnes ont besoin d'une aide alimentaire. **7,6 millions** de personnes en situation d'insécurité alimentaire extrêmement sévère. **14,1 millions** de personnes ont besoin de soins de santé de base. **3 millions** de personnes nécessitent des soins nutritionnels. **Plus de 260 000 réfugiés.**

A eux seuls, ces chiffres devraient faire réagir les belligérants mais également la communauté internationale.

Les effets du conflit armé sur la population civile demeurent particulièrement inquiétants. Habitations, écoles, établissements médicaux et autres infrastructures civiles ont été endommagées, détruites et occupées. Depuis le début du conflit, **près de 6000 personnes ont été tuées et 28 000 ont été blessées.**

Une année, bientôt, après l'internationalisation du conflit, dans un pays qui plonge dans le chaos, la situation humanitaire, déjà désastreuse, continue de se détériorer. Les services publics ne sont plus en mesure d'organiser des prestations de base pour les personnes dans le besoin, notamment les services de base en matière de santé, nutrition, eau, électricité et sécurité sociale. Les pénuries en carburants entravent le traitement et le transport des aliments. Les importations d'articles alimentaires de base et de médicaments ont diminué de façon significative, depuis le début du conflit; et les marchés et échoppes, y compris les boulangeries, ont cessé leurs activités en de nombreux endroits. Le Fonds de protection sociale, qui propose une assistance financière aux familles extrêmement pauvres, a également cessé de fonctionner.

Les hôpitaux ont été fermés ou sévèrement touchés par les combats. La pénurie d'essence a gagné au moins 18 des 22 provinces. 153 dispensaires qui fournissaient précédemment des aliments à plus de 450.000 enfants en danger ont fermé, de même que 158 cliniques ambulatoires qui s'occupaient de dispenser des soins essentiels à près d'un demi-million d'enfants âgés de moins de cinq ans.

L'organisation humanitaire internationale d'aide médicale *Médecins Sans Frontières* (MSF) a été attaquée à plusieurs reprises durant les derniers mois. Un hôpital soutenu par MSF a été bombardé au nord du Yémen le 10 janvier 2016, une attaque qui a fait au moins six morts et une dizaine de blessés, dont le personnel de MSF et qui a gravement endommagé les installations médicales. Cette attaque est la dernière d'une série contre les établissements médicaux.

Des rebelles Houtis ont assiégé la ville de Taez, troisième ville la plus importante du Yémen, faisant obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire. Selon nos informations, pas moins de 200.000 civils, enfants et femmes notamment, sont pris au piège sur place. Ils ont un besoin cruel d'eau potable, de nourriture, de soins médicaux et d'autres formes d'assistance et de protection vitale. Des quartiers civils et des installations médicales dans la ville sont constamment bombardés et les barrages routiers empêchent les gens de se rendre dans les zones plus sûres et de chercher de l'assistance.

"L'aide alimentaire va à ceux qui nous tuent", a déploré de son côté Abdelkarim Chamsane, Président d'un collectif d'ONG locales. Les rebelles, qui assiègent les quartiers de Taez, toujours sous contrôle des forces pro-

gouvernementales, "ont resserré l'étau en empêchant les habitants d'entrer dans la ville avec des vivres", a-t-il ajouté. Les rebelles chiïtes ont confisqué des vivres, des médicaments, du gaz domestique, des doses de vaccin, des traitements de dialyse et des bouteilles d'oxygène. Ils ont bloqué l'aide à la population civile, commettant ainsi de graves violations au droit humanitaire international.

L'hôpital Al-Thawra, le plus grand de Taz, a fermé en raison de "la rupture de tous les stocks de médicaments et de matériels de chirurgie", a annoncé fin décembre 2015 sa direction. Impuissants, les 600 000 habitants de la ville attendent, épuisés.

Global Network For Rights And Development, face à ces crimes humanitaires, est profondément préoccupé et inquiet par cette alarmante et consternante situation, dont témoignent une insécurité alimentaire largement répandue et une malnutrition grave. Viennent s'ajouter à cela des attaques aveugles contre des civils, du personnel médical et des travailleurs humanitaires.

Face à ces agissements cruels et inhumains, quelles ont été les mesures prises par les institutions internationales? Quelle influence ont-elles face aux belligérants? Comment peuvent-elles enrayer ce cataclysme humanitaire? Ce sont autant de questions que tout un chacun se pose aujourd'hui.

En 2015, la Commission européenne a débloqué **35 millions d'€ de fonds humanitaires** pour porter secours aux populations affectées par le conflit et les déplacements forcés, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, à travers tout le pays, ainsi que **2 millions d'€** pour les réfugiés et migrants quittant le pays pour se rendre dans la Corne de l'Afrique. Mais pour autant, cette aide a-t-elle été acheminée aux citoyens Yéménites qui sont dans l'urgence et le besoin ou a-t-elle connu d'autres voies détournées? Ce qui est vraisemblablement le cas. Les récents événements nous le démontrent au quotidien.

L'ONU a lancé le **Plan révisé de réponse humanitaire pour le Yémen en juin 2015** afin de mieux refléter la situation du pays depuis l'escalade du conflit et la hausse conséquente des besoins humanitaires. Les fonds requis par le plan s'élèvent à 1,6 milliard US\$, dont 758 millions sont consacrés à des activités vitales et d'importance critique. À ce jour, les contributions des bailleurs de fonds ont permis de couvrir environ 51 % du total des fonds requis par le plan. **Une demande de financement similaire a été envisagée pour l'édition 2016 du Plan de réponse humanitaire pour le Yémen**, qui a été lancé au cours du mois de décembre 2015.

On constate que le manque de prise de conscience de potentiels donateurs n'aide pas à parer à l'urgence des besoins vitaux dont les Yéménites nécessitent en souffrent. Cette irresponsabilité des Etats et Institutions intergouvernementales symbolise bien l'absence de considération humanitaire face à un drame connu de l'opinion publique internationale. Les médias audiovisuels le relatent de jour en jour et d'heure en heure.

Global Network For Rights And Development exige fortement de tous les belligérants, conformément aux conventions de Genève de 1949, et en toute impartialité et neutralité, l'acheminement de l'aide humanitaire afin de répondre aux besoins essentiels des Yéménites touchés par la crise, et ce en facilitant l'accès de l'aide au Yémen par voie maritime. Notre ONG exige par ailleurs une trêve humanitaire afin de permettre la fourniture de produits alimentaires et médicaux, dont dépend la vie des Yéménites en urgence.

Une véritable course contre la montre se joue actuellement avant que le dramatique calvaire que connaît la population Yéménite ne se transforme en une catastrophe humanitaire qui, un jour ou l'autre, affecterait la conscience universelle. Ce jour-là, ce sera hélas trop tard.